

L'EUROPE À L'HEURE DES ÉLECTIONS...

Les élections européennes se déroulent dans un contexte d'austérité croissante. Chaque jour nous subissons les effets de la crise provoquée par les transformations du capitalisme global.

Les gouvernements, les États et les structures supranationales, telles que la *Communauté européenne*, contestent les droits et attaquent les conditions de vie qui ont été acquises par des années de luttes, de façon à promouvoir le capitalisme et à s'assurer que les grandes entreprises et les banques ne paient pas le prix de la situation qu'elles ont elle-même créée. Parmi les problèmes auxquels nous sommes confrontés, il y a :

- Le chômage, lié en particulier aux privatisations et aux délocalisations.
- La privatisation des principaux services publics, avec pour conséquence une offre garantie seulement à ceux qui en ont les moyens et une faible qualité de services.
- L'atomisation sociale, dans laquelle tout le monde est forcé d'être responsable, créant la compétition entre individus et la lutte quotidienne pour l'existence.
- Les emplois et autres aspects de la vie qui deviennent de plus en plus précaires; les droits sont niés quotidiennement.
- La conséquence de ce modèle social est le retour de la famille patriarcale, qui impose aux femmes un rôle subordonné dans la société.
- L'immigration est utilisée comme un réservoir de travailleurs à exploiter et asservir au bénéfice des patrons.
- Des méthodes impitoyables de production qui provoquent de la dévastation à la fois dans nos vies et dans l'environnement.
- Une société fondée sur la dette, dans laquelle les conditions de notre existence sont la propriété des banques.
- La bureaucratisation de la société qui assure la continuité des institutions politiques et des intérêts économiques des riches aux dépens de la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte qu'on nous demande de participer à la mascarade qui se désigne elle-même sous le nom de démocratie. Les seuls choix qui nous sont présentés sont ceux qui vont continuer les politiques qui profitent aux grandes entreprises, aux institutions financières et aux politiciens.

L'un des principaux débats porte sur le rôle de l'*Union européenne* elle-même. Certains se tournent vers elle comme un moyen pour résoudre la crise et maintenir l'unité entre les peuples. D'autres soutiennent que nous devons nous retirer dans nos propres frontières afin de reprendre le contrôle de nos propres économies et de nos institutions politiques. Mais ces solutions ne feront rien de plus que renforcer le pouvoir de ceux qui nous oppriment.

L'Union européenne

L'Union européenne a signifié la mise en place d'une couche de pouvoir supplémentaire au-dessus des populations. Son principal objectif est de servir les besoins des entreprises et des institutions financières ; elle est donc un obstacle à l'émancipation de la classe ouvrière. La majorité des lois auxquelles les gens sont maintenant soumis est issue du Parlement européen plutôt que des États. L'Union européenne n'a pas besoin de respecter les conditions locales et impose à la place sa propre vision de

l'Europe sur la base des besoins du capital. La grande majorité des règlements a visé à renforcer le pouvoir du capital sur le peuple. Très peu de politiques ont été destinées à améliorer les conditions sociales des populations européennes. Nous avons vu la manière dont l'Union européenne a présidé à l'attaque contre le peuple grec et au raid des capitaux occidentaux sur les actifs de l'Europe de l'Est. Toute tentative faite par les gens pour résister à l'envahissement de ce super-État a été fermement combattue par les États membres. Par exemple, l'État peut refuser de permettre aux gens de voter pour savoir s'ils veulent ou non rester dans l'*Union européenne* ou, s'il leur permet de voter, le résultat est que le pays reste dans l'*Union européenne*. Ce fut le cas en Irlande, en France et aux Pays-Bas. En outre, l'*Union européenne* a créé la forteresse Europe, fermant ses frontières au reste du monde tout en essayant d'être l'un des nombreux policiers autoproclamés du monde.

Retrait de l'*Union européenne*?

Compte tenu de la façon dont les problèmes sont créés pour nous par l'Union européenne, on pourrait penser que la réponse est de se retirer de cette Union. Cependant, l'idée que la classe ouvrière serait mieux en dehors de l'*Union européenne*, dirigée par son propre État, est une dangereuse illusion. Elle est particulièrement dangereuse en raison du fait qu'il s'agit là de la position des partis d'extrême droite qui ne sont pas particulièrement intéressés à résister au pouvoir de l'État. Au lieu de cela, leur objectif est d'installer un régime encore plus autoritaire avec encore plus de répression.

Tout d'abord, le capitalisme est mondial. Le pouvoir des entreprises et des banques internationales, la principale cause des problèmes auxquels nous sommes confrontés, ne va pas disparaître si un pays se retire de l'Union européenne. Les processus mondiaux qui sont à l'œuvre, le mouvement de la production et de l'argent à travers les frontières, motivé par la recherche de profits, continuera. Les institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale auront toujours le pouvoir d'imposer l'austérité et des politiques qui sont contre les intérêts des populations locales. Les besoins humains prendront la deuxième place; il importe peu que le pays soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'*Union européenne*.

Puis, le retrait derrière les frontières nationales, une tendance conduite par l'idéologie xénophobe de l'extrême droite, aurait de graves conséquences pour l'esprit de coopération et de solidarité entre les travailleurs d'Europe. Les gens ordinaires ont une tradition de soutien mutuel, indépendamment de l'origine nationale. Cette tradition serait compromise si les gens mettent ce qui semble être leur intérêt personnel au-dessus de l'entraide. Cela ne conduirait peut-être pas à une guerre réelle, mais cela a déjà produit une mentalité de compétition et de conflit qui ne fera que miner davantage l'efficacité qui vient d'une classe ouvrière européenne unie. Une classe ouvrière divisée profite en premier lieu à ceux qui ont causé les problèmes auxquels nous sommes confrontés, tels que l'austérité et les mesures répressives.

Beaucoup de ceux qui soutiennent le retrait de l'*Union européenne* semblent penser que nous pouvons revenir à une sorte d'âge d'or de la prospérité. C'est là une autre illusion; cet âge d'or n'a jamais existé. Ils oublient que leur État n'a jamais été leur ami; il a toujours été l'instrument permettant d'imposer les intérêts d'une petite minorité sur la majorité. Tous les États fonctionnent en déposant le peuple du pouvoir. Il importe peu que l'État se trouve à quelques kilomètres ou à des milliers de kilomètres de distance; il sera toujours hors de notre contrôle, agissant pour ses propres intérêts.

L'alternative anarchiste

Les anarchistes rejettent les deux options qui se présentent: soutenir l'*Union européenne* en votant aux élections européennes ou faire campagne pour le retrait. Ceci à cause de notre critique de base de ce que l'État représente. L'*Union européenne*, comme tous les États petits ou grands, est fondée sur l'abandon du pouvoir à une minorité qui utilise ce pouvoir dans l'intérêt de l'élite patronale et financière. En outre, l'internationalisme que représente l'*Union européenne* est l'unité de cette élite contre la classe ouvrière européenne. Nous proposons à la fois une méthode alternative d'organisation de la société et un internationalisme alternatif qui s'étend à toute la planète.

Les anarchistes s'opposent à l'approche hiérarchique adoptée par l'État et les partis de gauche. Nous devons promouvoir des formes et des méthodes d'organisation non hiérarchiques. L'organisation future de la société que nous envisageons partira du bas vers le haut avec des groupes qui se fédéreront entre

eux et se coordonneront sur le plan international, indépendamment de toute structure étatique actuelle, qu'elle soit nationale ou au niveau européen. Cela comprendra tous les domaines de la vie économique et sociale tels que la production, la distribution et la consommation de biens et la prestation de services tels que la santé et l'éducation. Nous devons prendre le contrôle de notre propre éducation afin qu'elle aide à nous émanciper des idéologies autoritaires telles que la religion, le nationalisme et le culte du chef.

Afin d'atteindre cet objectif de complète transformation politique, économique, sociale et culturelle, nous devons construire et renforcer les réseaux internationaux et de coordination que nous avons déjà. Nous devons prendre des mesures concrètes là où nous vivons et travaillons, mais en contribuant à une stratégie globale. L'élaboration d'une telle stratégie destinée à combattre avec succès les forces mondiales de l'oppression et de l'exploitation n'est pas une tâche facile. Cependant, c'est une nécessité et il y a un certain nombre de mesures que nous pouvons prendre. Ces mesures peuvent être prises par tous ceux qui veulent créer une nouvelle société, quel que soit le pays où ils vivent. Nous sommes tous confrontés à des attaques similaires, aussi pouvons-nous avoir une stratégie commune qui puisse être adaptée aux conditions locales.

- Nous devons nous battre contre les frontières filtrant les hommes mais laissant passer les capitaux. Notre proposition vise à abolir toutes les frontières à l'intérieur des pays et entre les pays qui limitent la libre circulation des personnes.

- Combat uni contre les banques par un refus universel de payer des dettes.
- Désobéissance civile contre toutes les lois répressives qui suppriment nos droits.
- Renforcer et étendre les luttes actuelles contre la précarité croissante des conditions de vie et de travail.

- Résister à toutes les tentatives de nous diviser selon la race, le sexe ou l'âge.
- Coordonner les luttes contre les employeurs communs à travers les frontières.
- Résister à la privatisation des services publics.
- Promouvoir d'autres réseaux de production et de distribution.
- Étendre la solidarité internationale pour ceux qui sont criminalisés en raison des luttes sociales.

La lutte contre l'austérité et les solutions proposées par les politiciens, à la fois pro et anti-Union européenne, ne fonctionneront pas et ne feront qu'empirer les choses. Ils veulent que nous validions leurs actions en mettant un X sur un morceau de papier, leur donnant ainsi le pouvoir d'agir en notre nom. Cependant, nous savons qu'ils ne nous représentent pas et qu'ils continueront de soutenir les riches et les puissantes institutions économiques du capitalisme qui font de nos vies une misère.

La seule façon que nous ayons de résister aux attaques et de commencer à prendre le contrôle de nos vies et de notre société, est de construire des mouvements et réseaux défiant les frontières, que nous contrôlons indépendamment des politiciens et des institutions de l'État.

Internationale des Fédérations Anarchistes
Crifa, Madrid, 29 mars 2014.
